

MAYOTTE : CATASTROPHE NATURELLE ET CATASTROPHE SOCIALE

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

Des dégâts considérables...

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

Sur fond de misère ambiante...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. Les hôpitaux, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... et de responsabilité de l'État français

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.



Tavares s'en va, la colère reste !

Le 1er décembre, Stellantis a annoncé la démission surprise de Tavares. Aucun travailleur de l'entreprise ne le regrettera : il s'octroyait 100 000€ par jour (samedi/dimanche compris) pour liquider un maximum d'emplois, pour maintenir les salaires au plus bas malgré l'inflation, pour amorcer la fermeture d'usines comme celle de Douvrin et Poissy.

En attendant l'annonce de ces indemnités de retraites, conservons à l'esprit cette certitude : les actionnaires et les patrons sont bien les parasites de notre société qui se gavent de la sueur des travailleurs et des travailleuses ; un jour ou l'autre il faudra s'en débarrasser !

Renault : toujours pas d'accord !

Malgré plusieurs journées de mobilisation, la direction veut passer son accord triennal, en prétextant qu'il a été négocié par les dirigeants syndicaux.

Quoi que puissent signer les alliés de la direction, des centaines de salariés se sont mobilisés contre ces reculs. Et encore plus nombreux à ne pas céder au chantage de la direction qui prétend qu'il faut se sacrifier pour rivaliser avec la concurrence chinoise. La colère est toujours là. Les salariés n'ont pas dit leur dernier mot.

Face au calendrier de l'avant des luttes : convergence !

Face à l'austérité promise par l'ancien gouvernement, les travailleurs des services publics se sont largement mobilisés le 5 décembre, à l'appel de la plupart des directions syndicales. Le 12 elles appelaient cette fois les secteurs de l'industrie privée à se mobiliser contre les licenciements dans l'industrie, et des cheminots contre la privatisation du rail.

Force est de constater que cette stratégie des directions syndicales n'est pas efficace : grèves perlées, grèves sectorielles séparées, peu de préparation, tout ce qu'il faut pour faire retomber une colère qui a pourtant toutes les raisons de se propager ! il faudra que les travailleurs prennent en charge leur propres luttes et les lient entre elles pour pouvoir espérer imposer des revendications !

AGENDA

21/12 – 14h30 – place de la république, Metz :
Manifestation de solidarité aux peuples palestiniens.

Stellantis :

Poissy-Douvrin, même combat !

La semaine dernière, une trentaine de salariés de Poissy ont fait 240 kilomètres pour aller diffuser un tract à Douvrin dans le Pas-de-Calais appelant à l'unité contre les fermetures de site, pour exiger des garanties sur l'emploi et les salaires. L'accueil à Douvrin a été excellent !

L'année 2025 devrait être celle de la fermeture pour l'usine de moteur thermique de Douvrin. À Poissy, l'usine de 2 600 salariés devrait arrêter définitivement sa production vers 2026 ou 2027.

Devant le désastre qui nous menace, il faut s'organiser entre travailleurs face aux patrons et chercher le contact avec ceux de tous les sites menacés.

NovAsco : un accident grave remet le feu aux poudres

A Hagondange, la mobilisation des salariés et une enveloppe de 45 M€ d'argent public avaient abouti sur la reprise par Greybull de Ascometal qui devenait NovAsco. Déjà pénible de nature, les conditions de travail s'en sont trouvées dégradées et le climat accidentogène renforcé.

Finalement, le 25 novembre, trois salariés ont été victimes de projections d'acier en fusion ayant fui du tiroir d'une poche défaillante. Deux ont été transférés d'urgence au service des grands brûlés, l'un a été placé en coma artificiel.

La direction a beau faire mine de se soucier du bien-être de ses équipes, elle ne saurait éteindre la conscience de sa responsabilité directe dans ce drame !

Syrie : la dictature sanglante s'effondre, mais les rapaces sont toujours là

La chute du régime el-Assad a suscité une joie légitime chez la plupart des syriens du monde entier : c'est la fin de 50 ans de dictature du clan Assad, de 13 ans de guerre civile, de répression, étouffant la révolte populaire qui avait éclaté en 2011 avec les printemps arabes.

Mais la paix est loin d'être revenue pour autant. La liberté pour le peuple syrien non plus. C'est maintenant l'HTC (Organisation de libération du Levant) descendante d'Al-Qaïda qui contrôle Damas. C'est une potentielle dictature de rechange dont les grandes puissances espèrent le succès, notamment pour justifier des mesures contre les réfugiés de la guerre de Syrie présent en Europe et en Turquie.